

# Les mécanismes d'enfermement et de sortie des situations de désaffiliation sociale



La précarité et même la grande précarité augmentent. Tout le confirme, que ce soit lorsqu'on ouvre l'œil (dans le métro, les gares, les centres-villes, les quartiers populaires...) ou lorsqu'on observe les statistiques (augmentation du nombre de chômeurs de longue durée, exclusions des allocations de chômage, augmentation des bénéficiaires du revenu d'intégration sociale...), ou encore via les témoignages, ceux par exemple du formateur-animateur de Lire et Écrire Namur<sup>1</sup>.

L'article qui suit propose des pistes de lecture de l'apparente diversité des témoignages récoltés par l'apport des travaux de différents auteurs, tous ancrés dans les réalités sociales de terrain<sup>2</sup>.

Par Sylvie-Anne GOFFINET

---

<sup>1</sup> Voir article précédent.

<sup>2</sup> Vincent de Gaulejac, Isabel Taboada Léonetti et Frédéric Blondel; Pascale Jamoulle; Serge Paugam; et Michel Manciaux.

**DANS LEUR OUVRAGE** sur les processus de désinsertion sociale, Vincent de Gaulejac et Isabel Taboada Léonetti<sup>3</sup> partent d'un constat qui rejoint l'analyse de Robert Castel sur la désaffiliation sociale<sup>4</sup>: «*Les dernières décennies ont été marquées par une croissance économique exceptionnelle, et par des avancées sociales qui paraissaient irréversibles. À l'époque des 'trente glorieuses', on parlait des 'ouvriers de l'abondance', et de la consommation de masse à laquelle toute la société accédait progressivement, dans un processus de mobilité sociale qui entraînait le corps social en son entier. (...) Parallèlement à ce mouvement ascendant, un autre, dès la fin des années 70, se dessinait à bas bruit, celui du déclassement de certains individus, de leur descension sociale et de la rupture des liens sociaux.*» (p. 19). S'il y a toujours eu des individus qui décrochent, qui vivent en marge de la société, ce qui a changé, depuis la fin des années 70, c'est leur importance numérique, le fait que leur nombre augmente sans cesse.

Mais ce n'est pas le propos central de leur ouvrage. V. de Gaulejac et I. Taboada Léonetti s'attachent non pas, comme R. Castel, à l'analyse macrosociale de la production de la désaffiliation, mais à la manière dont les individus en situation de désinsertion sociale vivent le décrochage et comment ils tentent ou non d'éviter de couler, de s'en sortir. Nous sommes donc ici à un niveau microsocial, celui de l'individu.

## La désinsertion sociale

### Le non-emploi, un élément-clé du processus de désinsertion

Pour I. Taboada Léonetti, «*le non-emploi est, dans la plupart des cas, un élément capital de la désinsertion sociale. Quelles que soient les causes (strictement professionnelles, comme les licenciements économiques collectifs liés aux restructurations, ou davantage liés à des événements personnels tels que des maladies ou des ruptures affectives), la perte d'un emploi et l'incapacité durable à en trouver un est un maillon crucial dans la mise en route du processus*

<sup>3</sup> Vincent de GAULEJAC, Isabel TABOADA LÉONETTI (sous la dir. de), *La lutte des places. Insertion et désinsertion*, ÉPI/Hommes et Perspectives, 1994.

<sup>4</sup> Voir article pp. 48-63.

*de désinsertion.* » (p. 77). Le non-emploi et l'absence de ressources personnelles font entrer ceux qui ne peuvent bénéficier de ressources alternatives (économies personnelles, chômage) dans une zone de dépendance sociale sous l'une ou l'autre forme (services sociaux d'urgence, mendicité, etc.). On assiste alors chez certains à un enchaînement qui va les conduire à s'enfoncer dans la désinsertion : « *La chaîne – précarité, misère, mépris, perte symbolique de l'utilité sociale, mise en cause de l'identité personnelle, retrait social, difficulté à trouver un emploi, misère, mépris, etc. – se referme sur elle-même dans une circularité difficile à rompre.* » (p. 99).

### De l'élément déclencheur à l'installation durable dans la désinsertion

Dans l'ouvrage de V. de Gaulejac et I. Taboada Léonetti auquel il a collaboré, Frédéric Blondel propose **quatre étapes pour décrire le parcours social de la désinsertion**<sup>5</sup> :

- une rupture (décès d'un être cher, abandon subit, perte d'emploi, longue maladie, handicap soudain, accident traumatisant...)<sup>6</sup> ;
- un enchaînement des ruptures, la première rupture ayant rendu l'individu vulnérable à d'autres ruptures qui lui arrivent de l'extérieur ou qu'il provoque lui-même ;
- un décrochage qui le conduit à recourir à des aides institutionnelles pour survivre (centre d'hébergement, resto du cœur...) ;
- une déchéance, c'est-à-dire l'entrée dans un groupe organisé d'exclus.

Néanmoins, dit F. Blondel, pour que cet enchaînement se déclenche, il faut qu'aux faits objectifs (les conditions concrètes d'existence) se conjugue un ensemble de perceptions subjectives (les réactions des individus). Ces réactions sont elles-mêmes le fruit de « *tensions (...) entre la manière dont l'individu se perçoit dans une situation déterminée et la manière dont il est perçu par les autres dans cette même situation, entre l'identité souhaitée et l'identité*

---

<sup>5</sup> Modèle qu'il emprunte à Bertrand BERGIER, in *Les compagnons d'Emmalls. Sociologie du quotidien communautaire*, Les Éditions Ouvrières, 1992, pp. 20-24.

<sup>6</sup> Notons que la description de cette phase diffère quelque peu de ce qui est dit précédemment à propos de l'élément déclencheur du mécanisme de désinsertion – une perte d'emploi dans la plupart des cas – puisqu'ici ce facteur apparaît comme un facteur déclencheur parmi d'autres.

*prescrite*» (pp. 119-120), soit entre la préservation d'une image positive de soi et l'imposition d'une image stigmatisante.

Ce qui amène l'auteur à décliner chacune des étapes en **trois phases successives de réaction**, qui ne sont autres que des tentatives de la personne pour réduire sa souffrance :

- la phase de résistance au cours de laquelle l'individu va mobiliser l'ensemble de ses ressources affectives, sociales, culturelles pour résister à la nouvelle situation sociale dans laquelle les événements l'ont amené ;
- la phase d'adaptation au cours de laquelle l'individu s'organise un nouveau mode de vie et s'adapte psychologiquement à ses nouvelles conditions d'existence ;
- la phase d'installation qui est celle de la résignation à la situation, de la passivité et de la modification du rapport aux normes, l'individu devenant indifférent à ce que les autres pensent.

Les mécanismes de la désinsertion sont donc complexes et ne peuvent se réduire à la manière dont les individus subissent leur 'disqualification sociale'. L'individu est aussi acteur dans ce processus, «*soit pour s'en sortir, par des activités atypiques, la débrouille, ou l'instrumentalisation des aides publiques, soit pour s'y enfoncer.*», dit I. Taboada Léonetti (p. 222). Pour cette auteure, participer activement à sa propre désinsertion, c'est une manière «*de refuser une société qui demande trop d'efforts pour s'y faire une place et pour la garder*» (p. 226). Et ce refus peut être lu comme un «*acte de résistance*» d'un individu qui se (dé)bat pour rester sujet de son histoire.

### L'aide sociale : une injonction d'insertion paradoxale

Le traitement institutionnel des parcours de désinsertion est également une composante importante du processus. Ainsi, pour V. de Gaulejac, et pour d'autres comme Serge Paugam<sup>7</sup>, «*la façon dont les institutions de prise en charge 'traitent' les personnes et les groupes a une influence déterminante sur le comportement de ceux qui en sont l'objet*» (p. 258). En présupposant

---

<sup>7</sup> Dans son ouvrage sur la disqualification sociale, S. Paugam a analysé les rapports que les personnes éloignées de l'emploi entretiennent avec les services d'aide sociale : Serge PAUGAM, *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, PUF, 1994 (3<sup>e</sup> édition revue et complétée).

que les personnes en situation de désaffiliation sociale ne sont pas capables d'être les acteurs de leur vie, ces institutions décident à leur place comment elles doivent procéder pour se réinsérer. Elles participent dès lors à la production d'une injonction d'«*insertion paradoxale*» puisque d'une part elles leur demandent de se prendre en charge, et donc d'être autonomes, et que d'autre part elles entretiennent la dépendance en traitant les personnes qui s'adressent à elles comme des inadaptés qu'elles ont à charge de rééduquer, resocialiser... Si cette intervention devient permanente, le lien institutionnel finit par se substituer au lien social – la personne vit coupée des autres, dans un isolement social –, ce qui produit des conséquences sur son identité sociale. Les institutions d'aide participent de ce fait à la disqualification des personnes qu'elles sont censées aider.

Dans un article publié dans le *Journal de l'alpha*<sup>8</sup>, Roland de Bodt montrait comment le système social soumet les travailleurs sociaux eux-mêmes à une injonction paradoxale : «*Au nom de l'éthique démocratique et de l'égalité de traitement, ils travaillent à obtenir l'accord des exclus à leur propre abandon : ils sont même précisément payés pour cela. Ils ont besoin de cet accord pour pouvoir continuer à travailler et survivre à ce travail ; l'institution a besoin de cet accord pour poursuivre son fonctionnement paradoxal, inégalitaire dans la démocratie. (...) Au nom de la solidarité sociale, ils doivent rendre humain ce qui ne l'est pas, ce qui ne l'est jamais.* » (pp. 64-65).

Selon R. De Bodt, c'est précisément parce que cette injonction paradoxale leur est difficile à vivre que les travailleurs sociaux placent les individus qu'ils accompagnent face à l'injonction d'insertion paradoxale dont parle V. de Gaulejac : «*Dans la plus grande part des cas, cette exigence de la démocratie inégalitaire leur est insupportable ; c'est pourquoi, paradoxalement, ils retiennent le plus longtemps possible ceux qu'ils rejettent ; ce qui donne à l'exclusion sociale l'apparence d'un glissement immobile, presque statique, comme stratifié. Et en même temps, analysé dans le détail de leurs actes quotidiens, tout le mouvement d'abandon social qu'ils opèrent se révèle une fracassante*

---

<sup>8</sup> Roland de BODT, «*L'amour de la démocratie, c'est l'amour de l'égalité.*», in *Journal de l'alpha*, n°178, avril 2011, pp. 64-72 (en ligne : [www.lire-et-ecrire.be/ja178](http://www.lire-et-ecrire.be/ja178)).

*cascade de violences, d'injustices, d'humiliations et de brutalités présentées et vécues, par ceux qui les agissent, comme des actes ordinaires, banalisés, légitimes, libérés,... presque 'logiques' ou 'naturels'.* » (p. 67).

### Répercussions sur l'identité : une identité bricolée

Dans un ouvrage ethnographique écrit suite à une immersion dans des cités ouvrières d'un ancien bassin minier (Hainaut belge et Nord de la France) reconverties en complexes de logements sociaux, Pascale Jamouille<sup>9</sup> montre les répercussions concrètes de la précarisation de l'emploi : stigmatisation des quartiers, perte de la culture de la solidarité ouvrière, transformations identitaires... « *Avec la désindustrialisation* », dit l'auteure, « *le salariat ouvrier s'est défait. Les cités ouvrières se sont transformées en quartiers 'sensibles', moralement déconsidérés. À la perte du travail s'ajoutent les processus de disqualification sociale.* » (p. 7). Cette disqualification sociale ne se marque pas par une dégringolade linéaire (de l'emploi à la marginalité, en passant par le chômage et l'aide sociale), mais par une combinaison de différents moyens de débrouille pour s'en sortir : travail contingent (précaire, temporaire, intérimaire, intermittent, non déclaré), allocations sociales, aide caritative, solidarité familiale, « business » (trafic de drogue, économie souterraine). Ce qui n'empêche pas le salariat de rester la valeur repère : « *Pour eux, le business reste une 'dépanne', il a beaucoup moins de valeur sociale que le salariat.* » (p. 55).

Ce besoin de jouer sur des registres variés pour s'en sortir implique une nécessaire faculté d'adaptation construisant des identités multifacettes, des « *bricolages identitaires* », comme dit P. Jamouille : « *Pour 's'en sortir' au jour le jour, les précaires diversifient et entretiennent des faisceaux de liens sociaux. Si un des pôles vacille (rupture familiale, perte d'emploi, suspension d'une allocation, etc.), ils s'appuient sur les autres. Ainsi, ils ne subissent pas l'exclusion d'un groupe comme une mort psychique. Ils apprennent à s'adapter, au mieux de leurs intérêts, empilant les normes des différents mondes où ils puisent leurs ressources. Ils multiplient les grammaires de vie et les mobilisent en situation,*

<sup>9</sup> Pascale JAMOUILLE, *Des hommes sur le fil. La construction de l'identité masculine en milieux précaires*, La Découverte/Poche, 2008 (1<sup>re</sup> édition dans la collection Alternatives sociales en 2005).

*selon les occasions qui se présentent. Leurs vies sociales (en famille, dans le travail contingent, avec les travailleurs sociaux et autres institutionnels, dans le business) se caractérisent par des 'arrangements' moraux et une élasticité des conduites.* » (pp. 63-64). C'est donc un équilibre fragile qu'il leur incombe de trouver, de maintenir ou de reconstruire : « *La bonne gestion d'une vie précaire suppose d'équilibrer ses ancrages sur les différents pôles de la survie (...) en maintenant une opacité sur ses pratiques. Si la dépendance à un des pôles devient trop forte, les personnes risquent de basculer, de perdre les parcelles de liberté qu'elles ont encore. Pour se sécuriser et s'assurer un minimum de bien-être, les gens ont besoin de formel et d'informel, de zones licites et souterraines.* » (p. 65). Les prises de risque extrêmes sont souvent la résultante de la judiciarisation ou de la pénalisation de comportements illégaux, entraînant la rupture de cet équilibre précaire. C'est alors que tout peut basculer...

### Une variété de profils

La désinsertion sociale est donc la résultante de mécanismes complexes où le sociétal et l'individuel, l'objectif et le subjectif sont en interaction. Si les récits de vie récoltés et les enquêtes réalisées par les différents auteurs ont montré que des faits, comportements et discours se reproduisent de manière récurrente, il existe néanmoins – selon les individus, leur histoire, leur ancrage géographique, leurs capitaux de départ, leurs ressorts personnels..., et les nombreux aléas de l'existence – des itinéraires différents, une variété de compositions et de recompositions possibles.

### Des portes de sortie ?

De son analyse des parcours de désinsertion, F. Blondel (voir pp. 81-82) déduit que « *la désinsertion n'a rien de linéaire ni d'inéluctable* » et qu'« *à tout moment, des 'sorties' sont possibles, même si elles deviennent de plus en plus improbables à mesure que l'on s'approche de la déchéance* » (in V. de Gaulejac et I. Taboada, p. 133), quatrième et ultime étape du parcours de la désinsertion selon cet auteur. Parallèlement à l'aide, au soutien, à l'accompagnement qui est proposé, apporté, la personne pourra ou non s'appuyer sur un capital économique, culturel, social et/ou symbolique.

## Difficile mobilisation du capital économique

Dans sa typologie des différents profils de rapport à l'aide sociale, S. Paugam évoque le rapport à l'emploi qu'entretiennent les personnes en processus de désinsertion sociale (qu'il appelle quant à lui « *disqualification sociale* »).

Ainsi :

- Les personnes qui vivent des situations de précarité économique récente ou intermittente (emplois à durée déterminée, intérim..., ponctués de périodes de chômage), et recourent à l'aide sociale de manière ponctuelle, voient leur situation comme temporaire et visent à terme une stabilisation dans l'emploi. De même, les personnes en situation de précarité professionnelle durable et de forte dépendance aux services sociaux, mais qui acceptent difficilement cette situation et refusent le statut d'assisté, sont généralement motivées par la recherche d'emploi. Ces deux groupes poursuivent un objectif d'intégration professionnelle et mettent toute leur énergie à échapper à l'assistance.
- C'est par contre l'identification au statut d'assisté qui constitue l'attitude la plus éloignée du retour à l'emploi car les personnes qui sont dans cette situation rationalisent ou acceptent leur recours à l'assistance, voire la revendiquent comme un droit, et se conforment à l'image d'elles-mêmes que leur renvoient les travailleurs sociaux.
- Face à une situation plus problématique de rupture du lien social, synonyme de totale désocialisation (grande précarité et intervention sociale orientée vers les secours d'urgence), certaines personnes s'installent dans la marginalité et développent des activités économiques de survie (récupération de ferraille, petites occupations ponctuelles ou saisonnières en dehors de tout système de protection...). D'autres, également en rupture de lien social, cherchent à se défaire de la stigmatisation dont elles sont l'objet et déploient d'énormes efforts pour tenter de se réintégrer socialement. Mais, selon S. Paugam, le chemin qui pourrait les mener à l'emploi comporte souvent trop d'embûches (au niveau des conditions matérielles, des habitudes de vie, des valeurs...) pour qu'elles aient quelque chance objective d'y parvenir.



## La mobilisation du capital culturel, social et symbolique : une alternative ?

Pour I. Taboada Léonetti, comme le capital économique fait la plupart du temps défaut – puisque c'est la perte de ce capital qui a entraîné la personne dans un processus de désinsertion –, ce sont les autres composantes du capital de la personne (culturel, social et symbolique) qui vont entrer en jeu pour entamer un processus de réinsertion : « *Dans une situation de désinsertion, le point de départ de la réinsertion n'est pas nécessairement de trouver un emploi rémunéré, quel qu'il soit, mais de rétablir des relations qui produisent de la reconnaissance symbolique, et qui servent de support à la reconstruction d'une identité positive* » (p. 178).

Beaucoup de personnes en situation de désinsertion sociale sont néanmoins dépourvues de capital culturel, social et symbolique, parce que ce capital était faible au départ ou parce que, le plus souvent, elles l'ont perdu dans le processus de désaffiliation qui agit, rappelons-le, non seulement sur les conditions matérielles d'existence mais aussi sur le lien social et l'identité. Pour se reconstruire et reconstruire du lien, elles doivent entrer dans une dynamique de type 'résilience'. Selon Michel Manciaux, Stefan Vanisten-dael, Jacques Lecomte et Boris Cyrulnik, « *la résilience est la capacité d'une personne ou d'un groupe à se développer bien, à continuer à se projeter dans l'avenir, en présence d'événements déstabilisants, de conditions de vie difficiles, de traumatismes parfois sévères* »<sup>10</sup>. Comme le précise M. Manciaux par ailleurs, la résilience possède une double caractéristique : « *C'est à la fois la résistance à la destruction et la construction d'une existence valant d'être vécue.* »<sup>11</sup>

Toujours selon M. Manciaux, la résilience concerne tant les personnes en difficulté que les professionnels de l'aide et, derrière eux, la société toute entière, elle « *qui tient facilement pour responsables de leur situation les*

---

<sup>10</sup> Michel MANCIAUX (sous la dir. de), *La résilience. Résister et se construire*, Éditions Médecine et Hygiène, Collection Cahiers médicosociaux, 2001. Cette définition a été reprise de nombreuses fois depuis lors.

<sup>11</sup> Michel MANCIAUX, *La résilience. Un regard qui fait vivre*, in *Études*, 10/2001 (tome 395), pp. 321-330 (en ligne : [www.cairn.info/revue-etudes-2001-10-page-321.htm](http://www.cairn.info/revue-etudes-2001-10-page-321.htm)).

*personnes démunies, les pauvres, sans chercher à comprendre ce qui les y a précipités, ce qui les y maintient*». Ainsi, dit-il, «*le développement de la résilience passe, pour les professionnels, par un autre regard sur la réalité, en vue d'un meilleur usage des stratégies d'intervention*», un regard qui «*cherche, au-delà des symptômes et des comportements, à détecter et à mobiliser les ressources des personnes, de leur entourage, de la communauté*». Soit des stratégies qui vont à l'encontre de celles que décrivent V. de Gaulejac et S. Paugam, et que dénonce R. de Bodt. Mais tant que les travailleurs sociaux seront pris dans un système d'injonction paradoxale et verront leur liberté d'action contrainte par les politiques d'activation, on peut difficilement imaginer qu'ils puissent modifier fondamentalement leurs pratiques, sinon de jouer à la marge du système.

## Profils de précarité et métamorphoses de la question sociale

Les propos de S. Paugam dans la note finale de son ouvrage permettent un rapprochement intéressant avec l'analyse sociohistorique de R. Castel: «*La crise économique actuelle et la restructuration des modèles familiaux sont deux phénomènes qui, en se conjuguant, contribuent à l'apparition de nouvelles formes de précarité, lesquelles se superposent aux figures traditionnelles du sous-prolétariat*.» (p. 213). Ainsi, parmi les populations en situation de désaffiliation sociale, les plus enfoncées dans la dépendance ou la marginalité seraient soit les «*héritières des lignées laborieuses et misérables de l'ère préindustrielle*», soit des personnes qui auraient subi plus récemment un processus de 'déclassement social' les faisant basculer dans la grande précarité.

Sur base de ce qui précède, on pourrait faire l'hypothèse qu'au fil de leur histoire – et plus largement, qu'au cours de l'Histoire<sup>12</sup> –, certains individus et familles s'enfoncent dans la marginalité tandis que d'autres trouvent à un moment ou l'autre une opportunité, un appui, bénéficient de circonstances structurelles, conjoncturelles ou ponctuelles, économiques, sociales ou

---

<sup>12</sup> Je mets ici une majuscule pour signifier qu'il s'agit de l'histoire économique, politique et sociale.

personnelles pour rejoindre la majorité laborieuse, socialement intégrée. Et que parallèlement, au niveau sociétal, si chaque métamorphose de la question sociale engendre son précarité et que le développement économique de la phase suivante engendre sa récupération<sup>13</sup>, il reste néanmoins une frange de laissés-pour-compte qui ne parviennent pas à s'intégrer dans le nouveau modèle et/ou s'en trouvent rejetés du fait des particularités de leur profil, de leurs valeurs, de la manière dont ils se projettent dans l'avenir..., ou pour toute autre raison.

## Retour à notre point de départ

Appréhendés dans leur singularité, les récits rassemblés par le formateur-animateur de Lire et Écrire Namur auprès des personnes qui fréquentent les services d'accueil et d'aide aux personnes en grande précarité (resto du cœur, Saint-Vincent de Paul et lavoir social) semblent souvent n'avoir rien de commun. Pourtant, lorsqu'on investit du côté de la sociologie (niveaux macro et microsocial), on ne peut qu'arriver à la conclusion que la plupart de ces personnes sont les victimes d'un même processus de précarisation actuellement à l'œuvre, ou que leurs parents, grands-parents, arrière-grands-parents... ont été les victimes d'un processus socioéconomique similaire quant à ses effets, sans que leurs descendants aient pu, à un moment ou l'autre, saisir une opportunité de réintégration. Le système socioéconomique capitaliste a besoin de pauvres... comme il a besoin d'illettrés<sup>14</sup>.

Sylvie-Anne GOFFINET

Lire et Écrire Communauté française

---

<sup>13</sup> Sans que l'on puisse déjà présager de ce qu'il adviendra des désaffiliés que produit le système actuel.

<sup>14</sup> Voir : Catherine STERCQ, *Notre société a-t-elle besoin d'une population illettrée ?*, in *Journal de l'alpha*, n°167-168, février-avril 2009, pp. 8-12 (en ligne : [www.lire-et-ecrire.be/ja167](http://www.lire-et-ecrire.be/ja167)).